ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TFAD Base de données de l'Accord sur la facilitation des échanges

Guatemala

Accord ratifié: Oui

Date de ratification: 2017-03-08

Notifications de mise en oeuvre (Catégories A, B, C)			Date d'échéance	Statut
Notification des désignations des catégories A,B,C			22 février 2017	Oui
A - 63.9%	B - 8.8%	C - 27.3%	**Not yet notified** - 0.0%	
Notification des dates indicatives de la Categorie B			22 février 2017	Oui
Notification des dates définitives de la Categorie B			22 février 2018	Oui
Notification des dates indicatives de la Categorie C			22 février 2017	Oui
Notification des dates définitives de la Categorie C			22 août 2019	Oui
Notification des bésoins d'assistance technique			22 février 2017	Oui
Notification des arrangements conclus pour la fourniture d'assistance technique			22 février 2018	Oui
Notification de l'état d'avancement de la fourniture d'assistance technique			22 août 2019	Oui

Notifications de transparence			
Notified Art. 1.4	Catégorie A, Catégorie B	date définitive de mise en oeuvre du 22 février 2017 au 01 février 2020	Oui
Notified Art. 10.4.3	Catégorie A	date définitive de mise en oeuvre 22 février 2017	Oui
Notified Art. 10.6.2	Catégorie A	date définitive de mise en oeuvre 22 février 2017	Oui
Notified Art. 12.2	Catégorie A	date définitive de mise en oeuvre 22 février 2017	Oui

Renseignements sur l'assistance	
Notified Art. 22.3	Oui

Légendes: Oui Notification présentée Non Notification due Non Notification non échue

Programme de mise en oeuvre			date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
1.1	Publication	Ap Bp Cp	du 22 février 2017 au 01 février 2020	du 22 février 2017 au 01 février 2020
1.2	Renseignements disponibles sur Internet	Ap Cp	du 22 février 2017 au 01 février 2020	du 22 février 2017 au 01 février 2020
1.3	Points d'information	Ap Bp Cp	du 22 février 2017 au 01 février 2020	du 22 février 2017 au 01 février 2020
1.4	Notification	Ap Bp	du 22 février 2017 au 01 février 2020	du 22 février 2017 au 01 février 2020
2.1	Observations et renseignements avant l'entrée en vigueur	Ap Bp	du 22 février 2017 au 01 février 2020	du 22 février 2017 au 01 février 2020
2.2	Consultations	A		au plus tard le 22 février 2017
3	Décisions anticipées	Ap Bp	du 22 février 2017 au 01 février 2019	du 22 février 2017 au 01 février 2020
4	Procédures de recours ou de réexamen	A		au plus tard le 22 février 2017
5.1	Notification de contrôles ou d'inspections renforcés	B	au plus tard le 01 juillet 2018	au plus tard le 01 février 2020
5.2	Rétention	B	au plus tard le 01 juillet 2018	au plus tard le 01 février 2020
5.3	Procédures d'essai	B	au plus tard le 01 juillet 2018	au plus tard le 01 février 2020
6.1	Disciplines générales concernant les redevances et impositions	Ap Bp	du 22 février 2017 au 01 février 2020	du 22 février 2017 au 01 février 2020
6.2	Disciplines spécifiques concernant les redevances et impositions	A		au plus tard le 22 février 2017
6.3	Disciplines en matière de pénalités	A		au plus tard le 22 février 2017

Programme de mise en oeuvre			date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
7.1	Prétraitement avant arrivée	Ap Cp	du 22 février 2017 au 01 juillet 2020	du 22 février 2017 au 01 juillet 2020
7.2	Paiement par voie électronique	A		au plus tard le 22 février 2017
7.3	Séparation de la mainlevée	A		au plus tard le 22 février 2017
7.4	Gestion des risques	Ap Cp	du 22 février 2017 au 01 juillet 2020	du 22 février 2017 au 01 juillet 2020
7.5	Contrôle après dédouanement	A		au plus tard le 22 février 2017
7.6	Temps moyens nécessaires à la mainlevée	Bp Cp	du 01 juillet 2018 au 01 juillet 2020	au plus tard le 01 juillet 2020
7.7	Opérateurs agréés	Ap Cp	du 22 février 2017 au 01 février 2020	du 22 février 2017 au 01 février 2020
7.8	Envois accélérés	Ap Cp	du 22 février 2017 au 01 juillet 2020	du 22 février 2017 au 01 juillet 2020
7.9	Marchandises périssable	Ap Cp	du 22 février 2017 au 01 février 2022	du 22 février 2017 au 01 février 2022
8	Coopération entre les organismes présents aux frontières	Ap Bp Cp E	du 22 février 2017 au 01 juillet 2024	du 22 février 2017 au 01 juillet 2025
9	Mouvement des marchandises	A		au plus tard le 22 février 2017
10.1	Formalités	Ap Bp Cp	au plus tard le 01 juillet 2020	au plus tard le 01 juillet 2020
10.2	Acceptation de copies	Ap Bp	du 22 février 2017 au 01 juillet 2018	du 22 février 2017 au 01 juillet 2020
10.3	Utilisation des normes internationales	A		au plus tard le 22 février 2017

Programme de mise en oeuvre			date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
10.4	Guichet unique	Ap Cp E	du 22 février 2017 au 01 juillet 2022	du 22 février 2017 au 01 janvier 2024
10.5	Inspection avant expédition	A		au plus tard le 22 février 2017
10.6	Recours aux courtiers en douane	A		au plus tard le 22 février 2017
10.7	Procédures communes à la frontière	A		au plus tard le 22 février 2017
10.8	Marchandises refusées	A		au plus tard le 22 février 2017
10.9	Admission temporaire de marchandises	A		au plus tard le 22 février 2017
11	Transit	Ap Bp	du 22 février 2017 au 01 février 2019	du 22 février 2017 au 01 février 2019
12	Coopération Douanière	Ap Cp	du 22 février 2017 au 01 juillet 2020	du 22 février 2017 au 01 juillet 2020

Légendes

A	Notifiée dans la catégorie A	Ap	Notifiée dans la catégorie A		
B	Notifiée dans la catégorie B	Bp	Notifiée dans la catégorie B	C»B	Transfer de la cat. C à la cat. B
C	Notifiée dans la catégorie C	Cp	Notifiée dans la catégorie C	B»C	Transfer de la cat. B à la cat. C
N	Pas encore notifiée	E	Report de dates demandé		

Notifications et autres documents

Symbole	Date de réception	Description
G/TFA/W/135/Rev.1	2026-09-17	Deuxième examen de l’AFE - Communication présentée par le Guatemala et les États-Unis - Article

Symbole	Date de réception	Description
G/TFA/W/136/Rev.2	2026-09-15	Deuxième examen de l’AFE - Communication présentée par le Canada, le Guatemala, le Japon, le Mexique, la Norvège et le Royaume-Uni - Article 23.1.4 - Révision 2
G/TFA/W/136/Rev.1	2026-06-08	Deuxième examen de l’AFE - Communication présentée par le Canada, le Guatemala, le Japon, le Mexique, la Norvège et le Royaume-Uni - Article 23.1.4 - Révision 1
G/TFA/W/136	2026-04-28	Deuxième examen de l’AFE - Communication présentée par le Canada, le Guatemala et le Japon
G/TFA/W/135	2026-04-22	Deuxième examen de l’AFE - Communication présentée par le Guatemala et les États-Unis - Article 23.2
G/TFA/N/GTM/1/Add.5	2025-01-16	Extension of implementation dates
G/TFA/N/GTM/1/Add.4	2024-02-27	Extension of implementation dates
G/TFA/N/GTM/4	2023-06-22	Article 22.3
G/TFA/N/GTM/2/Add.1	2023-06-22	Article 1.4 - Addendum
G/TFA/N/GTM/1/Add.3	2023-06-22	Extension of implementation dates
G/TFA/N/GTM/5	2023-06-22	Arrangements and progress in the provision of technical assistance
G/TFA/N/GTM/1/Add.2	2022-02-22	Extension of time request
G/TFA/N/GTM/3	2020-02-05	Articles 10.4.3, 10.6.2 and 12.2.2
G/TFA/N/GTM/2	2019-03-18	Article 1.4
G/TFA/N/GTM/1/Add.1	2018-03-07	Categories B and C notification - Addendum
G/TFA/N/GTM/1	2017-12-04	Categories A, B and C notification
WT/PCTF/N/GTM/1	2014-08-12	Category A notification

Partage d'experiences

Expérience en matière de mise en œuvre

Date	Title
26 juin 2018	Trade Facilitation through a Regional Lense
28 novembre 2022 - 29 novembre 2022	Advancements in Trade Facilitation by the Central American region

7.7 - Opérateurs agréés

Date	Title
9 octobre 2018 - 11 octobre 2018	Guatemala's AEO programme - Presentación del programa de operador econímico autorizado en Guatemala (Spanish)
12 mars 2025 - 13 mars 2025	La ruta de 11 países de América Latina hacia el reconocimiento mutuo de los OEA

7.6 - Temps moyens nécessaires à la mainlevée

Date	Title
20 octobre 2020 - 22 octobre 2020	Estudio de tiempos de despacho

Digitalization

Date	Title
16 avril 2024 - 17 avril 2024	Digitalizing Port Processes in Guatemala (ENG) Digitalizacion de los procesos portuarios en Guatemala (ESP)

Information détaillée sur l'assistance technique

1.1 Publication

Cp

1.1.1 (f)

Date indicative de mise en oeuvre
1 février 2020

Date définitive de mise en oeuvre
1 février 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

• Des logiciels et du matériel informatique sont nécessaires pour mettre en place un système d'information.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Infrastructure et equipment*

Agences: Programme de développement du droit commercial, United States Department of Commerce

Progrès rapporté

Guatemala, para dar cumplimiento al Artículo 1.1, Publicación de Información del Acuerdo de Facilitación del Comercio, notificó el requerimiento de:

1. Asistencia técnica software y equipo de cómputo para implementar un sistema de información.

Para el numeral 1, se informa que, con financiamiento de USDOC y CLDP, se recibió capacitación y se realizó un mapeo de información comercial disponible, medios de publicación de la información y brechas a superar. Posteriormente, con base a la experiencia adquirida, se elaboró la notificación de transparencia correspondiente.

1.2.1 (a), (b)

Date indicative de mise en oeuvre
1 février 2020

Date définitive de mise en oeuvre
1 février 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

• Des logiciels et du matériel informatique sont nécessaires pour mettre en place un système d'information relatif aux opérations de commerce extérieur.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Infrastructure et equipment*

Membres donateurs: Union européenne

Agences: à determiner

Progrès rapporté

Guatemala, para dar cumplimiento al Artículo 1.2, Información disponible por medio de internet, y al Artículo 1.3, Servicios de información, notificó el requerimiento de:

1. Software y equipo de cómputo para implementar un sistema de información referente a las operaciones de comercio exterior.
2. Apoyo financiero para el establecimiento del servicio único de información, dotado de equipo informático, software y otros implementos necesarios.

Para el numeral 1, se informa que, con fondos propios del Ministerio de Economía, se realizó un mapeo de información comercial disponible por medio de internet, de todas las agencias gubernamentales con competencia en procesos importación, exportación o tránsito, se verificó que dichas agencias gubernamentales cuenten con un portal institucional en internet, en donde se pueda acceder a la información libremente, por parte de cualquier interesado. Dicha información fue notificada oportunamente al Comité de Facilitación del Comercio.

Para el numeral 2, se informe que, con financiamiento de la Unión Europea, se diseñó, desarrolló y perfeccionó la plataforma informática y portal de internet correspondiente al servicio único de información de Guatemala en materia de comercio exterior. Este esfuerzo se incluyó en el plan de implementación de la ventanilla única de comercio exterior, como una primera fase, antes de desarrollar las vinculaciones con todas las agencias gubernamentales competentes en procesos de importación, exportación y tránsito de mercancías. Este sitio se revisa constantemente por dichas autoridades, para mantener actualizada la información. El portal del servicio único de información se puede visitar en el enlace https://comercioeinversionguate.gob.gt/

1.3 Points d'information

Cp

1.3.1

Date indicative de mise en oeuvre
1 février 2020

Date définitive de mise en oeuvre
1 février 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

• Une aide financière est nécessaire pour la mise en place d'un point d'information unique doté d'un équipement informatique, de logiciels et d'autres outils nécessaires.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Infrastructure et equipment*

Cp

7.1.2

Date indicative de mise en oeuvre
1 juillet 2020

Date définitive de mise en oeuvre
1 juillet 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

• Une assistance technique est demandée, aussi bien pour l'acquisition de capacités que pour l'élaboration de règles.
• Une aide financière est demandée pour couvrir les besoins en logiciels et en équipements.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et equipment, Ressources humaines et formation*

Cp

7.4.3

Date indicative de mise en oeuvre
1 juillet 2020

Date définitive de mise en oeuvre
1 juillet 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

• Une assistance technique est demandée, aussi bien pour l'acquisition de capacités que pour l'élaboration de règles.
• Une aide financière est demandée pour couvrir les besoins en logiciels et en équipements.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et equipment, Ressources humaines et formation*

7.6.1

Date indicative de mise en oeuvre
1 juillet 2020

Date définitive de mise en oeuvre
1 juillet 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

• Une assistance technique est demandée, aussi bien pour l'acquisition de capacités que pour l'élaboration de règles.
• Une aide financière est demandée pour mener une étude qui permette d'identifier la méthodologie et les organismes compétents pour le calcul du temps nécessaire à la mainlevée au niveau national, sur la base des meilleures pratiques internationales.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Diagnostic et evaluation des besoins*

Agences: Organisation mondiale des Duanes

Progrès rapporté

Guatemala, para dar cumplimiento al Artículo 7.6, Establecimiento y publicación de los plazos medios de levante, notificó el requerimiento de:

1. Asistencia técnica, tanto para adquirir capacidades, como para elaboración de normas.
2. Asistencia financiera para realizar un estudio que permita identificar la metodología y entes responsables para el cálculo del plazo medio de levante a nivel nacional, en base a mejores prácticas internacionales.

Tanto para el numeral 1 como el 2, se informa que, con asistencia técnica de la Organización Mundial de Aduanas (OMA), así como recursos propios de la Superintendencia de Administración Tributaria, se llevó a cabo el primer Estudio de Tiempos de Despacho en Guatemala, con la participación de numerosas entidades públicas y privadas integradas en la Mesa de Diálogo y Cooperación Público-Privado en temas aduaneros. El ETD se desarrolló en 4 fases, conforme a las recomendaciones de la Guía para Medición del Tiempo Requerido para la liberación de las mercancías de la OMA, y sus resultados son de acceso público mediante el enlace https://portal.sat.gob.gt/portal/estudio-de-tiempos-de-despacho/

Cp

7.7.3 (a), (d), (e), (f), (g)

Date indicative de mise en oeuvre
1 février 2020

Date définitive de mise en oeuvre
1 février 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

• Une assistance technique est demandée pour le partage de données d'expérience et pour s'informer des meilleures pratiques dans d'autres pays.

Étiquettes: *Ressources humaines et formation*

7.8 Envois accélérés

Cp

7.8.2 (c)

Date indicative de mise en oeuvre
1 juillet 2020

Date définitive de mise en oeuvre
1 juillet 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

• Une assistance technique est demandée, aussi bien pour acquérir une expérience dans les pays qui appliquent cette mesure que pour élaborer des règles.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Ressources humaines et formation*

7.8.2 (d)

Date indicative de mise en oeuvre
1 juillet 2020

Date définitive de mise en oeuvre
1 juillet 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

• Une assistance technique est demandée pour s'informer des meilleures pratiques en ce qui concerne l'établissement de valeurs de minimis, pour le partage de données d'expérience avec les pays qui les appliquent déjà.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Ressources humaines et formation*

7.9.3

Date indicative de mise en oeuvre
1 février 2022

Date définitive de mise en oeuvre
1 février 2022

Assistance requise pour la mise en oeuvre

• Une assistance technique est demandée pour dresser une carte des différents points d'entrée dans le pays qui disposent d'installations de stockage pour les produits périssables, et pour déterminer s'il est nécessaire qu'ils disposent de ce type d'installations.
• Une aide financière est demandée pour la construction de chambres froides à certains points d'entrée dans le pays.

Étiquettes: *Infrastructure et equipment, Diagnostic et evaluation des besoins*

8.2 (d)

Date indicative de mise en oeuvre
1 juillet 2024

Date définitive de mise en oeuvre
1 juillet 2025

Assistance requise pour la mise en oeuvre

• Une assistance technique est demandée pour s'informer des meilleures pratiques des pays ayant mis en place des contrôles conjoints à la frontière, afin d'acquérir l'expérience nécessaire.

Étiquettes: *Ressources humaines et formation*

8.2 (e)

Date indicative de mise en oeuvre
1 juillet 2024

Date définitive de mise en oeuvre
1 juillet 2025

Assistance requise pour la mise en oeuvre

• Une assistance technique est demandée pour s'informer des meilleures pratiques des pays ayant établi un guichet unique pour les contrôles douaniers à la frontière, afin d'acquérir l'expérience nécessaire.

Étiquettes: *Ressources humaines et formation*

Cp

10.1.1 (a), (b)

Date indicative de mise en oeuvre
1 juillet 2020

Date définitive de mise en oeuvre
1 juillet 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

• Une aide financière est demandée pour réaliser une étude visant à déterminer les délais et conditions pour mettre en œuvre cette mesure, sur la base des meilleures pratiques internationales.

Étiquettes: *Diagnostic et evaluation des besoins, Cadre législatif et réglementaire*

Agences: à determiner

Progrès rapporté

Guatemala, para dar cumplimiento al Artículo 10.1, Formalidades y requisitos de documentación, notificó el requerimiento de:

1. Asistencia financiera para elaborar un estudio que determine los tiempos y condiciones para implementar esta medida, con base en las mejores prácticas internacionales.
Guatemala informa que no recibió la asistencia y creación de capacidad de donantes para implementar las disposiciones del artículo 10.1.

Con recursos propios se ha avanzado en algunos análisis aislados para determinar la posibilidad de reducir y simplificar los requisitos de documentación para la importación, la exportación y el tránsito, pero esto no se ha podido generalizar, debido a la limitación de estos recursos.

También se hizo un esfuerzo para aprobar la Ley para la Simplificación de Requisitos y Trámites Administrativos, Decreto 5-2021 del Congreso de la República de Guatemala, que establece los parámetros para la simplificación y reducción de las gestiones en materia de comercio exterior y la obligatoriedad de implementarla, pero con la limitante de la falta de recursos financieros en el sector gubernamental.

Se reitera la solicitud de cooperación para efectuar un mapeo de los requisitos de documentación para la importación, la exportación y el tránsito, y las probables alternativas de reducción, con base en las buenas prácticas internacionales y la normativa nacional, así como los plazos para llevar a cabo esta labor.

Cp

10.4.1
10.4.2

Date indicative de mise en oeuvre
1 juillet 2022

Date définitive de mise en oeuvre
1 janvier 2024

Assistance requise pour la mise en oeuvre

• Une assistance technique est demandée pour s'informer des meilleures pratiques internationales en ce qui concerne la mise en œuvre de guichets uniques, aussi bien en matière de procédures que de questions informatiques, sous la forme d'un financement destiné à permettre à des experts de pays qui représentent des cas de réussite, tels que l'Union européenne ou la Corée, de se rendre au Guatemala pour y fournir des conseils.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Diagnostic et evaluation des besoins, Ressources humaines et formation*

Membres donateurs: Union européenne

Agences: Agence des États-Unis pour le développement international

Progrès rapporté

Guatemala, para dar cumplimiento al Artículo 10.4, Ventanilla única, notificó el requerimiento de:

1. Asistencia técnica para conocer las mejores prácticas internacionales en la implementación de ventanillas únicas, tanto en materia de procedimientos como informáticos, a través de financiamiento para que expertos de países que cuenten con casos exitosos, como la Unión Europea o Corea, por ejemplo, vengan a Guatemala a brindar asesoría.

Guatemala informa que aún no recibe toda la asistencia y creación de capacidad de donantes para implementar las disposiciones del artículo 10.4, por lo que los requerimientos notificados siguen vigentes.
En este momento se está ejecutando una consultaría, con la asistencia de USAID, para determinar las brechas tecnológicas que tienes las agencias gubernamentales que emiten autorizaciones de importación y que les impide emitir dichas autorizaciones de forma electrónica. Este mapeo es la fase preliminar para el desarrollo de las actividades posteriores, para las que no se cuenta con recursos propios ni capacidad necesaria para llevarlas a cabo.

Detalle de la asistencia financiera:
• Consultoría especializada, para determinar el modelo de gestión informático idóneo para la ventanilla única, con base a las mejores prácticas internacionales.

Asistencia y creación de capacidad complementaria:

2. Desarrollos informáticos en agencias gubernamentales, para la emisión de autorizaciones de importación de forma electrónica.
3. Desarrollos informáticos para el pago en línea de las autorizaciones mencionadas.
4. Desarrollo de una plataforma informática que permita la interoperabilidad de la información entre agencias gubernamentales que emiten autorizaciones de importación, incluyendo la transmisión electrónica de dichas autorizaciones y su vinculación con las declaraciones aduaneras correspondientes, lo que permitirá la gestión coordinada en un punto único de internet.
5. Equipo de hardware, incluyendo procesadores, unidades de almacenamiento físico de gran capacidad, unidades de apoyo redundante (backup) y software para garantizar la seguridad de las operaciones y la integridad de la información.

A. Objetivo de la VUCE

Facilitar la información y gestión de los procesos de importación, exportación y tránsito de mercancías, en un punto único de referencia a través de internet.

B. Antecedentes

En el año 2017 se inició la conformación de un Portal de Comercio Exterior (https://comercioeinversionguate.gob.gt/), que permite la publicación de información de comercio exterior todas las autoridades competentes, que permitió cumplir en su primera fase, con los siguientes compromisos del Acuerdo sobre Facilitación del Comercio de la OMC:

Artículo 1
Párrafo 2.1: Cada Miembro facilitará, y actualizará en la medida de lo posible y según proceda, por medio de Internet lo siguiente:

a) una descripción de sus procedimientos de importación, exportación y tránsito, incluidos los procedimientos de recurso o revisión, en la que se informe a los gobiernos, los comerciantes y otras partes interesadas de las medidas prácticas necesarias para la importación, la exportación y el tránsito;
b) los formularios y documentos exigidos para la importación en el territorio de ese Miembro, para la exportación desde él y para el tránsito por él;
c) los datos de contacto de su servicio o servicios de información.
Párrafo 2.2: Siempre que sea factible, la descripción a que se hace referencia en el apartado a) del párrafo 2.1 también se facilitará en uno de los idiomas oficiales de la OMC.
Párrafo 2.3 Se alienta a los Miembros a poner a disposición por medio de Internet información adicional relacionada con el comercio, con inclusión de la legislación pertinente relacionada con el comercio y demás elementos a que se refiere el párrafo 1.1.
Párrafo 3.1: Cada Miembro establecerá o mantendrá, dentro de los límites de los recursos de que disponga, uno o más servicios de información para responder a las peticiones razonables de información presentadas por gobiernos, comerciantes y otras partes interesadas sobre las cuestiones abarcadas por el párrafo 1.1 y suministrar los formularios y documentos exigidos que se mencionan en el apartado a) de ese párrafo.
Párrafo 3.2 Los Miembros de una unión aduanera o que participen en un mecanismo de integración regional podrán establecer o mantener servicios de información comunes a nivel regional para cumplir con el requisito establecido en el párrafo 3.1 en lo que respecta a los procedimientos comunes.
Párrafo 3.3 Se alienta a los Miembros a no exigir el pago de derechos por atender peticiones de información y por suministrar los formularios y documentos exigidos. En su caso, los Miembros limitarán la cuantía de sus derechos y cargas al costo aproximado de los servicios prestados.
Párrafo 3.4 Los servicios de información responderán a las peticiones de información y suministrarán los formularios y documentos dentro de un plazo razonable fijado por cada Miembro, que podrá variar dependiendo de la naturaleza o complejidad de la solicitud.
Con la implementación del Portal de Comercio Exterior se cumple en su totalidad con lo descrito anteriormente, poniendo a disposición de cualquier interesado, un punto único en internet en donde puede encontrar toda la información relativa a los procedimientos, normativas, formularios, costos y demás aspectos relativos a la importación, exportación y tránsito de mercancías.

Con la implementación del Portal de Comercio Exterior se cumple en su totalidad con lo descrito anteriormente, poniendo a disposición de cualquier interesado, un punto único en internet en donde puede encontrar toda la información relativa a los procedimientos, normativas, formularios, costos y demás aspectos relativos a la importación, exportación y tránsito de mercancías.

C. Fases del Proyecto VUCE

El Portal de Comercio Exterior se incorporó como la fase inicial del proyecto mayor denominado “Ventanilla Única de Comercio Exterior - VUCE”, el cual se ha diseñado en 3 fases:
1. Portal único de información de comercio exterior
2. Portal de gestión en línea de autorizaciones (licencias, certificados o permisos no arancelarios) relacionadas a comercio exterior
3. Ventanilla única: los dos componentes anteriores más la posibilidad de pago en línea de autorizaciones relacionadas a comercio exterior y la interoperabilidad de la información entre autoridades competentes.

D. Situación actual

Fase 1:

El Portal de Comercio Exterior se habilitó para su uso en enero de 2021 y se ha ido perfeccionando en el tiempo, lo que implica la carga de información relativa a comercio exterior de todas las entidades públicas que tienen alguna competencia en operaciones de importación, exportación y tránsito de mercancías. Estas entidades son:

• Ministerio de Economía
• Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación

• Ministerio de Salud Pública y Asistencia Social
• Ministerio de Energía y Minas
• Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales
• Ministerio de la Defensa Nacional
• Ministerio de Cultura y Deportes
• Superintendencia de Administración Tributaria
• Consejo Nacional de Áreas Protegidas
• Instituto Nacional de Bosques

Fase 2:

La Fase 2 del proyecto (Portal de gestión en línea) está en desarrollo, con el cumplimiento y puesta en práctica de las entidades públicas competentes, de la Ley de Simplificación de Trámites Administrativos, que obliga a simplificar y facilitar la gestión en línea de los servicios que brindan al usuario externo. El objetivo de esta fase es permitir a los usuarios de comercio exterior el inicio de la gestión de sus autorizaciones de importación y exportación en un solo punto de internet, por medio del Portal de Comercio Exterior. Se lanzó públicamente en julio de 2022, e irá incorporando progresivamente a las autoridades competentes que tienen menos desarrollados sus sistemas informáticos.

Fase 3:

La fase 3 del proyecto aún no se ha iniciado, en la actualidad se tiene una fecha límite de implementación en diciembre de 2023. El objetivo general es implementar funcionalmente la Ventanilla Única de Comercio Exterior (VUCE), logrando que, para las gestiones que se hacen en línea, si existe algún pago por la emisión de permisos, licencias, certificados u otras autorizaciones, éste se pueda hacer en línea. Asimismo, lograr la interoperabilidad de la información entre todas las autoridades competentes en materia de comercio exterior, con la finalidad de evitar la duplicidad de información que se le solicita al usuario de la plataforma, simplificando la gestión, además de incorporar electrónicamente a la declaración aduanera las autorizaciones emitidas.
Esta VUCE permitirá a Guatemala cumplir con la siguiente disposición del Acuerdo de Facilitación del Comercio de la OMC:

Artículo 10
Párrafo 4: Ventanilla Única
Párrafo 4.1 Los Miembros procurarán mantener o establecer una ventanilla única que permita a los comerciantes presentar a las autoridades u organismos participantes la documentación y/o información exigidas para la importación, la exportación o el tránsito de mercancías a través de un punto de entrada único. Después de que las autoridades u organismos participantes examinen la documentación y/o información, se notificarán oportunamente los resultados a los solicitantes a través de la ventanilla única.
Párrafo 4.2 En los casos en que ya se haya recibido la documentación y/o información exigidas a través de la ventanilla única, ninguna autoridad u organismo participante solicitará esa misma documentación y/o información, salvo en circunstancias de urgencia y otras excepciones limitadas que se pongan en conocimiento público.

Se notificó a OMC una fecha de implementación a más tardar el 1 de enero de 2024. Está en proceso una solicitud de ampliación de dicho plazo hasta el 30 de junio de 2025, en virtud de lo dispuesto en el Artículo 17 del Acuerdo sobre Facilitación del Comercio de la OMC.

E. Dificultades afrontadas y problemas en la implementación

• Desarrollo tecnológico desigual, lo que provoca que algunas agencias tengan muy desarrolladas sus herramientas (plataformas, firmas electrónicas, pagos), mientras otras apenas publican información en internet, pero la gestión de autorizaciones de comercio exterior es totalmente en papel.
• Impacto negativo de la pandemia, ya que los presupuestos de las agencias de gobierno se enfocaron en el combate y prevención del COVID-19, lo que restó posibilidades a los desarrollos tecnológicos requeridos.
• Se ha recibido cooperación de donantes, pero ha sido para partes específicas del proyecto, quedando aún pendientes varias

acciones para completar la VUCE.

F. Factores y experiencias positivas en la implementación

• Voluntad, cooperación y apoyo de las agencias gubernamentales a la implementación de la VUCE, aun y cuando se tienen limitaciones presupuestarias.
• Entrada en vigencia el 30 de agosto de 2021, del Decreto 5-2021, Ley de Simplificación de Requisitos y Trámites Administrativos, cuyo objetivo es modernizar la gestión administrativa por medio de la simplificación, agilización y digitalización de trámites administrativos, utilizando las tecnologías de la información y comunicación para facilitar la interacción entre personas individuales o jurídicas y dependencias del Estado.
• Apoyo de la Comisión Presidencial de Gobierno Abierto y Electrónico, que mejora la coordinación entre agencias gubernamentales.

G. Coordinación sector público/sector privado

La coordinación entre agencias de gobierno ha sido efectiva por medio de grupos de trabajo específicos del Comité Nacional de Facilitación del Comercio.
• La participación del sector privado es permitida y está abierta la posibilidad de proponer, opinar al respecto y colaborar con los proyectos, gracias a su participación en el Comité Nacional de Facilitación del Comercio. Sin embargo, hasta la fecha su aporte ha sido muy limitado, sin propuestas concretas y sin asistencia técnica/económica.

H. Cooperación recibida

• Se recibió cooperación de la Unión Europea para el desarrollo del portal único de información de comercio exterior (Fase I de la Ventanilla Única), a través del Programa de Apoyo a la Mejora de la Competitividad y Capacidad Comercial de MIPYMES y Cooperativas, financiando el desarrollo informático de la plataforma de internet, y su sostenibilidad por un tiempo limitado. Una vez finalizado dicho plazo, la sostenibilidad de la plataforma y portal de internet queda a cargo del Ministerio de Economía de Guatemala.
• Se recibió cooperación del Departamento del Comercio de los Estados Unidos (USDOC por sus siglas en inglés) y el Programa para el desarrollo del derecho comercial (CLDP), para la recopilación y publicación de información de comercio exterior con las principales autoridades competentes. Esto sirvió para cumplir con las disposiciones del Artículo 1 del Acuerdo sobre Facilitación del Comercio de la OMC y la notificación de transparencia correspondiente.
• Se cuenta con cooperación de la Agencia de los Estados Unidos para el Desarrollo Internacional (USAID por sus siglas en inglés), con financiamiento para un estudio que determinará la situación actual de Guatemala, las brechas para su implementación y las recomendaciones correspondientes, el cual está en proceso de elaboración. Se tiene programado recibir el estudio en septiembre de 2023.
• Se tiene ofrecimiento de la Unión Europea para apoyar la implementación de la VUCE, en el marco de un nuevo programa de apoyo al comercio exterior de Guatemala. Sin embargo, este ofrecimiento está sujeto a aprobación de la Comisión Europea y en caso positivo, se iniciaría su ejecución a mediados de 2024.

I. Necesidades de asistencia técnica

Se necesita un apoyo directo, tal como el que proporcionó la Unión Europea para el desarrollo informático del Portal de Comercio Exterior.
• Apoyo para la estandarización de los desarrollos informáticos de las agencias que intervienen en comercio exterior: gestión en línea, pago en línea, firma electrónica.
• Apoyo para la interoperabilidad de la información: desarrollo de una plataforma que permita la interoperabilidad de la información, gestión en línea y la conexión con el sistema informático de la Superintendencia de Administración Tributaria (SAT).

12.2.1
12.3
12.4.1 (a), (b), (c), (d), (e), (f)
12.4.2
12.5.1 (a), (b), (c), (d), (e), (f)
12.5.2
12.5.3
12.6.1 (a), (b), (c), (d), (e)
12.6.2
12.7.1 (a), (b), (c), (d), (e)
12.7.2
12.8
12.9.1
12.9.2
12.10 (a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h)
12.11.1 (a), (b), (c)
12.11.2

Date indicative de mise en oeuvre
1 juillet 2020

Date définitive de mise en oeuvre
1 juillet 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

• Une assistance technique et une aide financière sont demandées pour mettre au point un système informatique qui permette de gérer par voie électronique les demandes de renseignements d'autres Membres et qui soit doté des mesures de sécurité adéquates pour protéger la confidentialité des renseignements.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC)*

Agences: à determiner

Progrès rapporté

Guatemala, para dar cumplimiento al Artículo 12, Cooperación aduanera, notificó el requerimiento de:

1. Asistencia técnica y financiera para el desarrollo de un sistema informático que permita gestionar electrónicamente las solicitudes de información de otros Miembros, que cuente con las medidas de seguridad adecuadas para resguardar la confidencialidad de la información.

Guatemala informa que no recibió la asistencia y creación de capacidad de donantes para implementar las disposiciones del artículo 12. Sin embargo, con recursos propios, la administración aduanera desarrolló las acciones necesarias para atender las solicitudes de información de otros Miembros, sin implementar un sistema informático para el efecto.

Légendes

C	Notifiée dans la catégorie C	Cp	Notifiée dans la catégorie C	E	Report de dates demandé
	Arrangement avec des donateurs notifié		Arrangement avec des donateurs pas encore notifié		

Téléchargé le 20 novembre 2026
Mis à jour le 22 janvier 2025

2026 © TFAD - http://www.tfadatabase.org